



Cahier des clauses administratives particulières :

Réalisation d'une mission de relations presse, dans le cadre  
de la programmation de la Cinémathèque du documentaire organisée par la Bpi.

CCAP 2025-H du 30/04/2025

Le présent CCAP comporte 18 pages numérotées de 1 à 18.



**TABEAU RECAPITULATIF DES ARTICLES DU MARCHÉ**

**ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE**

**ARTICLE 2 : DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE / PROCEDURE DE PASSATION / FORME DES NOTIFICATIONS**

**ARTICLE 3 : REPRESENTATION DES PARTIES**

**ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**

**ARTICLE 5 : PRESTATIONS DUES AU TITRE DE L'ACCORD-CADRE**

**ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

**ARTICLE 7 : VERIFICATIONS**

**ARTICLE 8 : PENALITES**

**ARTICLE 9 : OBLIGATION D'ASSURANCE DU TITULAIRE**

**ARTICLE 10 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

**ARTICLE 11 : CAS DE FORCE MAJEURE / SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE**

**ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES**

**ARTICLE 13 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

**ARTICLE 14 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

**ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE**

**ARTICLE 16 : NANTISSEMENT CESSION**

**ARTICLE 17 : RÉSILIATION**

**ARTICLE 18 : TRAVAUX DE RÉNOVATION DU CENTRE POMPIDOU**

**ARTICLE 19 : LEGISLATION APPLICABLE/LITIGES**

**ARTICLE 20 : CLAUSE DE RÉEXAMEN, AVENANT**

**ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AU CCAG**



## **ARTICLE 1 : Objet et forme du marché**

Le présent accord cadre a pour objet la réalisation d'une mission de relations presse et médias, pour des cycles de projection développés dans le cadre de la programmation du lieu de diffusion parisien du Groupement d'intérêt public (GIP) « La Cinémathèque du documentaire » créé par la Bpi, membre fondateur de ce groupement et en exécution de sa convention constitutive.

### Article 1.1 Forme du marché :

Le contrat constitue un accord-cadre mono-attributaire en application de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Cet accord-cadre sera exécuté par émission de bons de commande successifs, selon la survenance des besoins conformément aux articles R2162-2 alinéa 2, R2162-13 et R2162-14 dudit code.

### Article 1.2 Caractéristiques principales

Marché de service

Code CPV 79416000 Services de relations publiques

Type de marché : *Achat*

Les prestations réalisées en étroite collaboration avec les programmateurs et le responsable du service Cinéma de la Bpi comprennent notamment :

- La conception et la mise en œuvre d'une stratégie de relation presse et médias adaptée pour chaque cycle,
- La conception et la mise en œuvre d'une stratégie partenariale adaptée pour chaque cycle,
- La production de contenus, leur diffusion et le suivi de la relation avec la presse et les partenaires médias et institutionnels,
- La veille et la production de bilans.

### Article 1.3 Allotissement

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement. Son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes, les prestations fournies en exécution du présent accord-cadre formant un ensemble indissociable.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE / PROCEDURE DE PASSATION / FORME DES NOTIFICATIONS**

### 2.1- Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2121-1, L2124-2 1°, R2124-1, R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique, ainsi que de toutes les dispositions dudit code relatives à l'appel d'offres ouvert.

La présente procédure est soumise aux dispositions applicables des articles R2132-7 et suivants du code de la commande publique portant sur le support des communications et échanges d'informations.

### 2.2 - Documents régissant le marché

#### a) Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes à savoir la mise au point éventuelle du marché, les demandes de précision le cas échéant, ainsi que le bordereau de prix unitaires (BPU) constituant l'annexe financière à l'acte d'engagement, les quantités du devis estimatif (DQE) n'ayant pas valeur contractuelle,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique du titulaire comprenant au minimum le mémoire technique.



Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent accord-cadre et ne sont pas opposables à l'acheteur.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, la seule offre financière contractuellement valide est celle remplie par le candidat dans le bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Aucune valeur contractuelle ne sera reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

**Les exemplaires originaux uniques, cités ci-dessus, détenus par l'administration font seuls foi.**

**b) Forme des notifications et informations**

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur(Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou d'envoi à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, à l'issue de ce délai.

Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles, soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties. En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant de l'acheteur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

**ARTICLE 3 : REPRESENTATION DES PARTIES**

**3.1 Représentation de l'acheteur**

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement. En vertu des délégations qu'il a consenties, il a délégué sa signature à la directrice adjointe et au secrétaire général de la Bpi.

La personne habilitée à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution du marché est M. Julien Farenc, chef du service Cinéma (tel : 01 44 78 45 42, mail : julien.farenc@bpi.fr.), chargé de la constatation du service fait, ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.

**3.2 Représentant du titulaire**

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/PI, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.



Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution du marché et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution du marché.

#### **ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**

##### Article 4.1 : Cotraitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillante, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise. Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai de 8 jours civils à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours civils à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

##### 4.2 Sous-traitance

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG/PI.

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Bpi et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Bpi des prestations sous-traitées.

En tout état de cause, le titulaire précisera le(s) domaine(s) d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire du présent marché peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la Bpi de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information, qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

La Bpi dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la Bpi n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de son offre, la notification du marché vaut non opposition de la Bpi à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

##### 4.3 Déclaration de sous-traitance avant notification du marché

La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de celui-ci et agrément de leurs conditions de paiement. Le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à la rubrique consacrée aux marchés publics du site web du Minefi.

##### 4.4 Déclaration de sous-traitance après notification du marché

Si un sous-traitant est introduit en cours d'exécution du marché, le titulaire a l'obligation de le déclarer, d'établir une demande d'acceptation et d'agrément de ses conditions de paiement. Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être notifiées conformément à l'article 2.2 b du CCAP.



A cette fin, le titulaire adressera à la Bpi une « Déclaration de sous-traitant » (formulaire DC4). Cette déclaration est complétée des certificats fiscaux et sociaux exigés par la réglementation des marchés publics et relatifs à la situation du sous-traitant ainsi que des justificatifs des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant l'acheteur de toutes les obligations fixées dans le marché. Il répond notamment des fautes ou inexécutions commises par son sous-traitant.

Le titulaire reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Toute modification dans la répartition des prestations entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

## **ARTICLE 5 : PRESTATIONS DUES AU TITRE DU MARCHÉ**

Les stipulations ci-après complètent le CCTP et ne peuvent avoir pour objet de rendre sans effet les clauses du CCTP.

### 5.1 : engagement de collaboration

Les parties souscrivent un engagement réciproque de collaboration.

La bonne exécution de l'accord-cadre nécessite la collaboration des parties aux présentes. Néanmoins, la Bpi n'est tenue qu'à la mise à disposition de ses moyens disponibles. Dans ce cadre, pour faciliter la mission du titulaire, la Bpi peut mettre à disposition temporairement un bureau dans ses locaux administratifs pour les prestations devant être exécutées sur place.

En particulier, la disponibilité des agents de la Bpi ou d'autres personnes désignées par elle pour des interviews est garantie sous réserve des nécessités de service public ou de la survenance d'aléas (maladie...).

Au titre de sa mission et sous réserve d'en informer au préalable la Bpi, le titulaire peut demander l'organisation de tous travaux, interviews et réunions qui lui permettront de recueillir les informations utiles à la bonne réalisation de ses prestations. Les membres de la Bpi qui y seront conviés seront tenus d'y participer dans les conditions précitées.

D'une manière générale, pour son engagement de collaboration, la Bpi est tenue à une obligation de moyens. En conséquence, le titulaire ne pourra arguer que des erreurs ou des omissions, ou des manquements à l'obligation de collaboration de la Bpi qui n'aient pas fait l'objet de réserves écrites, motivées et préalables, puissent le dispenser d'exécuter ses prestations, de remplir ses obligations, ou fassent l'objet d'une demande de suppléments de prix.

Le titulaire s'engage à collaborer avec les agents de l'acheteur, les employés de tout prestataire ou sous-traitant, et notamment à leur fournir toute information qui pourrait leur être utile dans l'exécution des tâches qui leur incombent et ce, dans les meilleurs délais.

### 5.2 Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des compétences, du savoir-faire et de l'expérience de la ou des personnes composant l'équipe désignée par le titulaire pour en assurer la conduite. Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Sont nommément désignées dans son offre, avec mention de leurs diplômes, leur expérience et leurs références (CV), la ou les personnes qu'il a chargées d'exécuter les prestations.

Le prestataire s'engage à maintenir tout au long de la prestation, la ou les personnes mentionnées dans son offre.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, si pour une raison indépendante de sa volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le représentant de l'acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans un délai de huit jours par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement désignée par ses soins.



Le remplaçant est considéré comme accepté si, après un entretien préalable et obligatoire avec les représentants désignés de la Bpi, l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de huit jours à compter de la réception de la communication par le titulaire du nom et des qualifications du remplaçant (e). Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la Bpi.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans l'accord-cadre.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations en justifiant sa décision.

En cas de faute professionnelle ou de manquement sérieux aux dispositions du règlement intérieur de la Bpi applicables aux visiteurs ou aux personnels des fournisseurs de l'acheteur, celui-ci peut exiger le départ immédiat du personnel concerné.

Sans acceptation préalable de l'acheteur, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification. Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de quinze (15) jours. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

### 5.3 Clause diversité et égalité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant de l'acheteur dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si accord-cadre pluriannuel, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant de l'acheteur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de l'acheteur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

5.4 Clause d'insertion sociale : Le présent accord-cadre n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

### 5.5 Obligation environnementale

Le titulaire décrit dans son mémoire technique les mesures prises par ses soins pour réduire l'impact environnemental de l'exécution de ses prestations (sobriété numérique, limitation des impressions, déplacements). Il s'engage expressément à les respecter.

En cas de non-respect des obligations prévues au présent article, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse avec un délai de 15 jours pour que l'entrepreneur puisse y remédier ou présenter ses observations, une pénalité fixée à 100,00 €.

5.6 Prestations supplémentaires ou modificatives : Il est fait application des dispositions de l'article 23 du CCAG.

### 5.7 Modalités d'exécution des bons de commande

#### Contenu des bons de commande

Les noms du donneur d'ordre et de la personne responsable de la réception des prestations sont indiqués dans le bon de commande ou dans les documents qui y sont annexés.

Les bons de commandes doivent comporter les renseignements suivants :

- **La référence au présent accord-cadre en mentionnant explicitement son numéro,**



- L'objet du bon de commande : contenu détaillé et quantité des prestations à effectuer (la référence et le nombre d'UO à réaliser),
- Le nom du donneur d'ordre,
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations ;
- L'adresse de facturation,
- Les conditions particulières d'exécution,
- Le délai et/ou calendrier d'exécution,
- Le montant des prestations commandées (Montant HT, taux et montant de la TVA, montant TTC)

Les conditions particulières d'exécution ainsi que le délai d'exécution sont décrits aux articles ci-dessous et dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint au dossier de consultation.

#### Délai d'exécution des bons de commande

Les bons de commande successifs définiront précisément les délais de réalisation des différentes prestations commandées.

La durée de validité du dernier bon de commande ne pourra pas être supérieure à 3 mois à compter de la date d'échéance du marché.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### Personnes habilitées à émettre les bons de commande

Le principal service habilité à passer des bons de commandes est le suivant : Service Cinéma de la Bpi

#### Transmission des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. La date de réception du bon de commande vaut date de notification et ordre d'exécution des prestations demandées. La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

#### Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit notifier ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

#### Interruption des prestations d'un bon de commande

Par ordre de service, la Bpi peut décider l'interruption définitive des prestations d'un bon de commande. S'agissant d'une mesure d'exécution du contrat susceptible néanmoins de causer un préjudice au titulaire, la Bpi à titre d'indemnité et ce à l'exclusion de toute autre dédommagement règle au titulaire une indemnité de 5 % des prestations commandées, non exécutées afférentes au bon de commande concerné. Le décompte de liquidation du bon de commande comportera, sous réserve de la production des justificatifs afférents.

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations supplémentaire fournies éventuellement à la demande de la Bpi ;
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à la Bpi, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
  - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du bon de commande ;
  - le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du bon de commande ;
  - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du bon de commande ;
- Les dépenses de personnel dont le cocontractant apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de l'interruption du bon de commande ;





— l'indemnité précitée de 5 % appliqué à la différence entre le montant hors TVA non révisé du bon de commande et le montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### 6.1 Confidentialité - Protection des données personnelles

#### 6.1.1 Obligation de confidentialité :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel (droit de protection, documentation, formule, procédé, méthodologie, tour de main, savoir-faire, information particulière, codes d'accès, mots de passe, identifiants), sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à des tiers ou à des membres de leur personnel non appelés à les utiliser ou à en avoir connaissance. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature sous quelque forme que ce soit (orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'un des cocontractants est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée à l'autre cocontractant, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations contractuelles.

La Bpi, le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, ni à celles qui sont déjà connues du public.

#### 6.1.2 Obligation de respect de la réglementation des données personnelles :

Le titulaire s'engage à traiter les données personnelles qui lui sont confiées uniquement pour la seule finalité faisant l'objet du présent accord-cadre.

Il garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées. Au terme du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui lui ont été confiées par la Bpi, à n'en conserver aucune copie et à aviser la Bpi de leur destruction.

Les parties au présent accord-cadre s'engagent, s'agissant de la collecte et/ou du traitement et de la communication de données à caractère personnel à respecter la réglementation légale applicable au traitement desdites données.

Ils respectent notamment les dispositions de la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée, le RGPD (règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données) et la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles modifiée par l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre. La Bpi fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien de l'accord-cadre que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à la Bpi les prestations objet du présent accord-cadre qui génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 5.2.2 du CCAG. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.



Le titulaire sensibilise son personnel et ses sous-traitants, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et à l'ensemble des mesures de sécurité définies par l'acheteur ou s'imposant à ce dernier.

Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les stipulations du présent accord-cadre concernant la sécurité.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 17.

#### 6.2 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, Il est fait application de l'article 7.2 du CCAG.

Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

#### 6.3 Accès aux locaux de l'acheteur

L'application du plan Vigipirate en vigueur dans les locaux de l'acheteur et éventuellement des lieux partenaires génère des contraintes particulières d'accès et de surveillance.

Le titulaire devra fournir à la Bpi la liste nominative de la ou des personnes qu'il a chargées de l'exécution des prestations. Cette liste sera tenue à jour. Il devra fournir en outre les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer.

Le titulaire, sans supplément de prix s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel, celui de ses sous-traitants et fournisseurs les directives qui lui seront communiquées par la Bpi.

#### 6.4 Respect de la réglementation sociale et du droit du travail

Le personnel du titulaire dédié éventuellement par celui-ci à l'exécution des prestations demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.) et placé sous sa responsabilité hiérarchique.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre la Bpi en cas de condamnation encourue par lui, ou ses salariés.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de la Bpi et pour les tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

### **ARTICLE 7 : VERIFICATIONS**

Les articles 28 et 29 du CCAG sont applicables sous réserve de ce qui suit.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, sauf si le titulaire en fait la demande à la délivrance des prestations ou avant cette date, la Bpi n'est pas tenue de l'aviser de la date des opérations de vérification.

#### **Mesures prises par la Bpi après les opérations de vérification**

##### Décisions d'admission

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/PI, la décision d'admission peut être prise au moyen de l'attestation du service fait émise par la Bpi et prendre effet à compter de la date d'attestation du service fait.



#### Ajournement

Par dérogation à l'article du 29.2 du CCAG/PI, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement total ou partiel par décision motivée en invitant le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans un délai déterminé par l'acheteur.

#### Réfaction

La réfaction sur le prix peut être prononcée conformément à l'article 29.3 du CCAG. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à une réfaction sur le prix. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations.

L'acheteur notifie la décision de réfaction au titulaire par ordre de service.

#### Rejet

Le rejet peut être prononcé dans les conditions de l'article 29.4 du CCAG. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à un rejet total ou partiel de la prestation. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations. L'acheteur notifie la décision de rejet au titulaire par ordre de service, cette décision fixe le délai laissé au titulaire pour présenter à nouveau la prestation.

Ce délai court à compter de la notification de la décision de rejet au titulaire.

### **ARTICLE 8 : PENALITES**

Le paiement des pénalités de retard n'emporte pas réparation du préjudice subi par l'acheteur du fait du retard. L'acheteur se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi et de résilier l'accord-cadre conformément à ses stipulations.

#### Article 8.1 Pénalités de retard

Il est fait application de l'article 14.1 du CCAG/PI. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues dès le premier euro.

#### Article 8.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de protection des données personnelles ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 6.1.1 et 6.1.2 du CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1. du CCAG.

En cas de non-respect des règles de protection des informations confidentielles ou de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatations du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

#### Article 8.3 Pénalités travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à l'acheteur que le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'acheteur doit adresser une mise en demeure au titulaire par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'acheteur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

### **ARTICLE 9 : OBLIGATION D'ASSURANCE DU TITULAIRE**

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.



Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **ARTICLE 10 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Les stipulations de l'article 8 du CCAG sont applicables.

#### **ARTICLE 11 : CAS DE FORCE MAJEURE / SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DU DE L'ACCORD-CADRE**

##### Cas de force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations contractuelles affectées par cet événement sont suspendues pendant la durée effective de l'empêchement.

On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du contrat pratiquement impossible, tel que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre, insurrection, mobilisation, grève générale, tremblement de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

La partie évoquant un événement de force majeure doit le notifier à l'autre partie par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Lorsque l'événement revêtant les caractéristiques d'un cas de force majeure prend fin, la partie concernée dispose d'une prolongation du délai d'exécution pour exécuter son obligation. Si le cas de force majeure est de nature définitive, la Bpi prononce la résiliation de l'accord-cadre.

##### Suspension de l'exécution de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse d'une fermeture de la Bpi ou des lieux accueillant la programmation cinématographique de l'établissement pour une cause indépendante de la volonté de celle-ci, notamment pour cause de grève, menace grave d'attentat, mouvement social exceptionnel, fermeture administrative décidée par les pouvoirs publics, la Bpi peut suspendre temporairement l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à la réouverture des locaux. Si la fermeture des locaux revêt un caractère inopiné, la suspension de l'exécution de l'accord-cadre peut intervenir sans préavis. En cas de suspension de l'exécution de l'accord-cadre, la Bpi accorde au titulaire une prolongation du délai d'exécution. Au surplus, il est fait application de l'article 24 du CCAG.

#### **ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES**

##### 12.1 - Montants de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum annuel.

Montant maximum annuel : 12 000,00 € HT

Le titulaire ne peut formuler de réclamation au motif que le montant maximum de l'accord-cadre n'est pas atteint.

##### 12.2 – Prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre indiqués dans le bordereau de prix établi par les candidats dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ont un caractère unitaire. En cas de reconduction, ces prix sont maintenus sous réserve des dispositions ci-dessous sur la variation des prix.

##### 12.3 – Contenu des prix

Les prix stipulés dans le présent accord-cadre n'excèdent pas ceux que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle à la date de la remise de son offre. Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conditions dans lesquelles la prestation doit être exécutée et a établi ses prix en conséquence.



Les prix faisant l'objet du présent accord-cadre sont réputés complets, comprendre la rémunération de toutes les prestations, cessions de droits de propriété intellectuelle, licences, fournitures, matériels et frais divers nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre (frais de transport et de repas, d'hébergement des personnels, prestations transverses, frais généraux).

Les prix incluent également, les coûts d'assurance, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire les frais de gestion et de suivi de l'accord-cadre tels que les réunions préparatoires, de suivi ou de bilan, toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation.

#### 12.4 - Modalités de facturation

Hormis les paiements d'acomptes selon les modalités de l'article 12.8.2 du CCAP, les règlements des bons de commandes sont effectués sous forme de paiements partiels définitifs, au prononcé de l'admission concernant les prestations auxquelles ils se rapportent, et sur présentation d'une facture au nom de la Bibliothèque publique d'information.

#### 12.5 – Actualisation des prix

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre, soit la date limite de remise des offres fixée dans la mesure de publicité, et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{S(n-3)}{S_0}$$

P = Prix actualisé,

P<sub>0</sub> = Prix de base aux conditions économiques du mois de remise des offres,

S = Indice des salaires mensuels de base - Information et communication (NAF rév. 2, niveau A17 JZ publié à l'Insee),

n = mois de lancement des prestations,

S<sub>0</sub> = Indice des salaires mensuels de base - Information et communication (NAF rév. 2, niveau A17 JZ publié à l'Insee) aux conditions économiques du mois de remise des offres.

#### 12.6 – Révisions des prix

La première année d'exécution de l'accord-cadre, les prix sont fermes, après éventuellement mise en œuvre de la clause d'actualisation. A partir de la seconde année d'exécution, les prix sont révisibles par référence au barème du titulaire. A cet effet, le titulaire communique par écrit à la Bpi avec un préavis de deux mois la date d'application des nouveaux prix ainsi que le pourcentage de variation.

Dans un principe de non-discrimination, si le titulaire fait profiter sa clientèle, placée dans une situation comparable à la Bpi, de tarifs plus avantageux que le prix fixé au présent accord-cadre, il en fait bénéficier la Bpi pour l'année de reconduction concernée.

Si la date d'entrée en vigueur indiquée par le titulaire ne respecte pas le préavis, celle-ci est réputée nulle et non avenue, et les nouveaux tarifs ne seront applicables qu'après un délai de deux mois à compter de leur réception par la Bpi.

En cas de hausse tarifaire supérieure à 3,5% par rapport à l'année précédente, la Bpi peut, pendant toute la durée du préavis et par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, résilier sans indemnité, l'accord-cadre pour la partie non exécutée des prestations.

#### 12.7 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.



A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

## 12.8 - MODALITES DE REGLEMENT

### 12.8.1 - Avance

Compte tenu du montant de l'accord-cadre, le titulaire ne peut bénéficier de l'avance prévue à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

### 12.8.2 – Echéancier

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. La périodicité des acomptes est fixée à trois mois. Si le titulaire constitue une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R2191-22 du code de la commande publique, la périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 dudit code. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

### 12.8.3 – Paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/PI.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bpi.

### 12.8.4 - Etablissement des factures :

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et avec le nombre de copies réglementaires et comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier, son numéro Siret,
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, réf lban et code Bic),
- **le numéro et la date de l'accord-cadre,**
- le numéro et la date du bon de commande
- la prestation réalisée,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la TVA ou la justification de son exonération,
- le montant total des prestations.



### **Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique**

Conformément aux articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures sont effectués selon les dispositions de l'article D.2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro » dont le fonctionnement est régi par l'arrêté et le décret précités.

La transmission de factures en mode « portail » s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des émetteurs à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 180 043 093 00038 – Service 105 Cinéma.

### **12.7.5 DEMANDES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT (> 600 € TTC)**

Demandes de paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct (> 600 € ttc) :

Conformément aux articles 2193-10 et suivants du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. Le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement, accompagnée des factures et de l'accusé de réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande. L'acheteur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal indiquant que le pli n'a pas été réclamé ou refusé. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. Les factures des sous-traitants doivent respecter les conditions de forme imposées au titulaire.

### ***ARTICLE 13 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES***

Sans que cela soit une obligation pour elle, la Bpi envisage conformément au code de la commande publique de passer un ou plusieurs marchés publics complémentaires, négociés sans mise en concurrence auprès du titulaire initial et destinés soit à la réalisation de prestations de services devenues nécessaires à la suite de circonstances imprévues, ou bien encore de prestations similaires.

### ***ARTICLE 14 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE***

Le chapitre 6 du CCAG/PI est applicable.

Le titulaire déclare avoir la capacité de céder les droits d'exploitation afférents à ses prestations, soit en qualité de titulaire ou de cessionnaire. Il certifie notamment pour tous les contrats de louage d'ouvrage ou de service qu'il pourrait passer pour l'exécution des prestations fixées aux présentes que ceux-ci comporteront une cession des droits d'exploitation éventuels, permettant l'utilisation des résultats ou des connaissances antérieures conformément au présent accord-cadre..

Compte tenu des besoins exprimés au CCTP, il est rappelé conformément au CCAG/PI et en complément de celui-ci que pour les prestations qui correspondent à la qualification de résultats, les besoins d'utilisation comprennent notamment la faculté de les reproduire et publier librement, de les communiquer au public sous toutes formes à des fins d'information, de promotion, de communication en rapport avec la programmation de la Cinémathèque du documentaire à la Bpi, la communication générale de la Bpi ou du Centre Pompidou.

La Bpi pourra autoriser tout tiers de son choix à effectuer la représentation publique ou la reproduction des résultats des prestations, dans l'acception de la définition du CCAG/PI soit à des fins d'information, de promotion, de communication en rapport avec la programmation de la Cinémathèque du documentaire à la Bpi, la communication générale de la Bpi ou du Centre Pompidou, soit à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, notamment dans le cadre d'une licence Creative Commons ou open source.

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG/PI, les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif au bénéfice de la Bpi.



Le titulaire reconnaît également que la communication et la reproduction éventuelles de son image, de sa voix, ainsi que celle des membres de son personnel dans le cadre et dans les limites de l'exécution du présent accord-cadre ne portent pas atteinte à l'intimité de sa vie privée, ni aux droits que lui ou ses salariés détiennent sur leur image. Au titre de la réglementation des données personnelles, le titulaire autorise la collecte de son image et de sa voix et celle de ses salariés aux fins des besoins d'utilisation du présent accord-cadre.

#### **ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de retenue de garantie.

#### **ARTICLE 16 : NANTISSEMENT CESSIION**

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré à sa demande et sans frais par la directrice de la Bpi. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

#### **ARTICLE 17 : RESILIATION**

Le chapitre 7 du CCAG/PI est applicable.

##### **Difficulté d'exécution de l'accord-cadre**

Il est précisé néanmoins que lorsque dans les conditions de l'article 38.1 du CCAG, l'acheteur résilie l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

##### **Résiliation pour faute**

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du 39.1 du CCAG, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur, puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Il est précisé que dans l'hypothèse où la Bpi devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Dans les cas prévus à l'article 27 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, ou bien encore en cas de résiliation pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin, dans un délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques ou dans tout autre délai fixé par l'acheteur par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception au titulaire. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution de l'accord-cadre dans ce délai, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci. La décision de résiliation mentionne le cas échéant le choix de la Bpi de recourir à une exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.





## **ARTICLE 18 - TRAVAUX DE RENOVATION DU CENTRE POMPIDOU**

A l'occasion des travaux de restructuration du Centre Pompidou, des travaux importants affecteront les espaces publics de la bibliothèque ainsi que les espaces internes qui abritent les services chargés des collections de la Bpi dont le fonctionnement sera en tout état de cause impacté. En l'état actuel, ces travaux sont programmés à partir de 2025. La Bpi a fermé ses portes fin février 2025 et dispose de locaux provisoires, situés au 40 avenue des Terroirs de France, Paris (75012), pour y réouvrir au public à partir du 25 août 2025.

Sans que cette énumération soit limitative, le rythme, le volume et les modalités de gestion des commandes, les lieux de livraison, d'installation et d'admission des prestations sont susceptibles d'être modifiés. Si ces évolutions ont une incidence sur le déroulement ou l'exécution de l'accord-cadre, en tant que de besoin les parties se rapprocheront et concluront un avenant au présent l'accord-cadre.

## **ARTICLE 19 : LEGISLATION APPLICABLE / LITIGES**

Le présent accord-cadre est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige à une autre législation. Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, sans préjudice de la faculté de la Bpi d'émettre un titre exécutoire, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.

## **ARTICLE 20 : CLAUSE DE REEXAMEN, AVENANT**

Par dérogation à l'article 25 du CCAG/PI, en tant que de besoin, outre les hypothèses prévues précédemment dans le présent accord-cadre, telles que notamment la révision des prix, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat par tout moyen à l'autre partie.

Le réexamen peut porter en particulier sur l'ajout de prestations de service associées et accessoires à la prestation délivrée en exécution du présent accord-cadre.

Le présent accord-cadre peut également faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code de la commande publique en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet de l'accord-cadre.

Cette modification peut intervenir dès lors que de nouveaux outils et/ou fonctionnalités, nouvelles technologies ou nouvelles pratiques et/ou formats, non connus à la notification de l'accord-cadre, deviendraient indispensables pour la réalisation, la performance et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

Lorsque la réglementation ou la sécurité nécessite l'ajout d'une prestation non analogue aux prestations existantes, mais en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, l'acheteur peut demander au titulaire de réaliser ces prestations. Ces prestations sont réalisées par le titulaire dans la mesure où elles rentrent dans son champ de compétences et surtout si le fait de les confier à un tiers aurait des conséquences dans le bon fonctionnement des prestations comme prévu au CCTP et dans l'offre du titulaire. En tout état de cause, ces modifications ne peuvent avoir pour effet de bouleverser l'économie générale de l'accord-cadre ni en changer l'objet. Cet ajout est réalisé suite à la passation d'un avenant.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, un nouveau bordereau des prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts d'unités d'œuvres au bordereau des prix initiaux de l'accord-cadre sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne concerne pas plus de 60 % des références du bordereau initial des prix unitaires.

Si le nombre d'unités d'œuvres supprimées, modifiées ou ajoutées est supérieur à 50 % du nombre des unités d'œuvres du bordereau des prix initiaux, il est conclu un avenant. Dans le cas où ce nombre est inférieur ou égal à 50 %, le titulaire soumet à l'acheteur dès la modification du bordereau des prix, un nouveau bordereau par tout moyen permettant de donner date certaine et indique la date d'entrée en vigueur de ce nouveau bordereau qui ne peut avoir effet rétroactif. L'accord de l'acheteur sur le bordereau de prix est donné par courriel de la directrice ou du directeur de la Bpi ou des agents auxquels elle a donné délégation de signature. Les prix appliqués aux commandes émises par l'acheteur sont ceux en vigueur à la date de passation de la commande sur la base du bordereau des prix en sa possession.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 50 %. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.



Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront ses modalités par voie d'avenant.

Le réexamen peut porter également, par voie d'avenant, sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur ; en cas de groupement sur l'ajout d'un cotraitant suite à la défaillance d'un membre du groupement.

#### ***ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG***

A l'article 2.2 a du CCAP, dérogation à l'article 4.1 du CCAG.

A l'article 2.2 b du CCAP, dérogation à l'article 3-1-1 du CCAG.

A l'article 5.2 du CCAP, dérogation à l'article du 3.4.3 du CCAG.

A l'article 7 du CCAP, dérogation à l'article du 28-5, 29-1, 29-2 du CCAG.

A l'article 8.1 du CCAP, dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG.

A l'article 20 du CCAP, dérogation à l'article du 25 du CCAG.